



Décision individuelle N° 2021-286

Pétitionnaire : société AIRPRO pour le compte de l'entreprise FERRARI et du refuge CAF de Vens
Adresse : 245 route des Lucioles 06560 SOPHIA-ANTIPOLIS
Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national
Intitulé du projet : Héliportages d'approvisionnement du chantier de restauration du sentier d'accès au Collet de Tortisse et approvisionnement du refuge de Vens
Localisations : Collet de Tortisse et refuge de Vens, commune de Saint-Etienne-de-Tinée

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2019-41 datée du 28 février 2019 autorisant l'Établissement public du parc national du Mercantour à procéder à des travaux de gestion des sentiers pédestres inscrits au PDIPR et situés dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 14 mai 2020 portant nomination de la directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 12 août 2021 Monsieur LANZAC Nicolas pour le compte de l'entreprise FERRARI chargée des travaux de restauration de sentiers pour le compte du Parc national,

Considérant que les survols sollicités sont nécessaires à l'approvisionnement en matériaux d'un chantier de restauration d'un itinéraire de randonnée inscrit au PDIPR des Alpes-Maritimes,

Considérant que ce chantier entre dans le cadre de l'autorisation pluriannuelle n°2019-41 sus-visée

Considérant la demande formulée en date du 13 août 2021 par Madame Catherine DEBRAY gérante du refuge CAF de Vens ,

Considérant que le refuge de Vens est un établissement commercial autorisé au titre de l'annexe 5 de la charte du Parc,

Considérant que la demande de survol est liée aux héliportages d'approvisionnement en denrées alimentaires nécessaires à l'activité du refuge,

Considérant la nécessité d'encadrer l'activité par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques au plan de vol de l'hélicoptère, de sorte à assurer une compatibilité minimale avec les objectifs de limitation du dérangement de la faune sauvage et de protection des patrimoines du cœur,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société AIRPRO représentée par son président Monsieur Nicolas LANZAC est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur de Parc national du Mercantour, ayant pour objets :

- l'approvisionnement en matériaux du chantier de restauration du sentier d'accès au Collet de Tortisse,
- l'approvisionnement en denrées pour le refuge de Vens.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

base d'attache : Base de Cannes-Mandelieu
nom du pilote : Nicolas LANZAC
type d'appareil : Ecureuil blanc et orange
n° de l'appareil : F-GFLL

2.2. Le pilote est tenu de respecter strictement la « zone de survol autorisé » figurant au plan de vol annexé à la présente, y compris pour les manœuvres de retournement de l'appareil.

2.3. Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre zone ou trajectoire de vol n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du Parc national.

2.4 ; Nombre de rotations autorisées : 40

Refuge de Vens : 2, le 26 août 2021

Sentier Collet de Tortisse : 38, le 27 août 2021

Charges : big-bags de pierres, groupe électrogène, denrées

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour les dates de 26 et 27 août 2021

En cas de force majeure, le report des survols **après ces dates** est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contacts :

Service territorial Tinée

chef de S.T : OPOLKA Boris (boris.opolka@mercantour-parcnational.fr ; 06.14.06.26.85)

adjoint : TURPAUD Anthony (anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr ; 06.24.70.20.71)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 16 août 2021



La directrice
du Parc national du Mercantour

Aline COMEAU

Copie :

- Service territorial Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.

